



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/50/L.44  
4 décembre 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session  
Point 164 de l'ordre du jour

### NORMALISATION DE LA SITUATION DE L'AFRIQUE DU SUD

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Australie, Bahamas, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Érythrée, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Honduras, Îles Marshall, Îles Salomon, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, République centrafricaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Suriname, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Ukraine, Vanuatu, Venezuela, Yémen, Zaïre, Zambie et Zimbabwe : projet de résolution

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 48/258 A, adoptée par consensus le 23 juin 1994, date à laquelle l'Afrique du Sud a été invitée à reprendre sa participation aux travaux de l'Assemblée,

Notant que l'Afrique du Sud a commencé depuis lors à verser les contributions dont elle est redevable,

Rappelant également les circonstances exceptionnelles entourant la reprise de la participation de l'Afrique du Sud à ses travaux après l'élimination de l'apartheid et l'instauration d'une Afrique du Sud démocratique et non raciale,

Considérant, eu égard à ces circonstances exceptionnelles, que l'Afrique du Sud ne devrait pas être tenue de payer les contributions portant sur la période allant du 30 septembre 1974 au 23 juin 1994,

Considérant aussi qu'elle avait pris la décision morale et politique d'exclure l'Afrique du Sud de ses travaux,

Considérant en outre que cette décision d'exclure l'Afrique du Sud de ses travaux était sans précédent,

1. Décide que, en raison de ces circonstances uniques et exceptionnelles, les arriérés de contributions au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies que l'Afrique du Sud a accumulés au titre de la période allant du 30 septembre 1974 au 23 juin 1994 ne seront plus considérés comme exigibles et que le montant de l'excédent autorisé qui reste inscrit au Fonds général conformément à sa réalisation 42/216 A du 21 décembre 1987 sera réduit en conséquence;

2. Décide également que, du fait de ces circonstances uniques et exceptionnelles, les arriérés de contributions aux opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies que l'Afrique du Sud a accumulés au titre de la période allant du 30 septembre 1974 au 23 juin 1994 ne seront plus considérés comme exigibles;

3. Décide en outre que les décisions énoncées aux paragraphes 1 et 2 de la présente résolution ne pourront en aucun cas constituer un précédent.

-----